



# L'ascension d'une irréductible empiriste

Simon Willson dresse le portrait de **Beatrice Weder di Mauro**

**A**U COURS de ses 41 premières années d'existence, le *Sachverständigenrat* — Conseil économique de l'Allemagne — était connu comme le «Groupe des Cinq sages», l'idée que l'un des sages fût une femme étant alors illusoire. Cette appellation était-elle un message subliminal invitant les femmes à pénétrer ce bastion masculin? En tout cas, il a fallu attendre que le Conseil amorce sa cinquième décennie pour que l'on accepte d'y nommer une femme, Béatrice Weder di Mauro, en juin 2004. Pour les amis de la pionnière, il faut se rendre à l'évidence : une femme fait désormais partie des Cinq sages.

Le sexe de M<sup>me</sup> Weder di Mauro n'a pas été le seul obstacle qu'elle a surmonté en accédant au groupe d'experts qui conseille le gouvernement et le parlement allemands en matière de politique économique. Née à Bâle (Suisse), M<sup>me</sup> Weder di Mauro est aussi, au moment de sa nomination, le premier membre du Conseil non natif de l'Allemagne et, à 38 ans, l'un des plus jeunes jamais nommés. Rien d'étonnant donc qu'après avoir établi ces précédents, elle soit désormais l'une des économistes les mieux connues de la troisième économie du monde.

Aujourd'hui, les Cinq sages sont à la pointe des réformes macroéconomiques qui pourraient faire de la zone euro la prochaine puissance économique mondiale. Le Conseil économique allemand étant beaucoup plus prestigieux que

des institutions analogues comme le Council of Economic Advisers des États-Unis, l'entrée en fonction de M<sup>me</sup> Weder di Mauro a été assortie d'un grand battage publicitaire. Mais l'état de grâce n'a pas duré, le Conseil ayant examiné et recommandé des réformes radicales des finances publiques et du marché du travail. Le surcroît de célébrité initialement conféré à l'institution par la nomination de M<sup>me</sup> Weder di Mauro a été absorbé, devenant partie intégrante de la stature déjà imposante du Conseil.

Connue pour son style direct et persistant en matière d'enquête et de recherche, M<sup>me</sup> Weder di Mauro a apporté au Conseil une réputation de pionnière sur le rôle des banques dans la transmission de la contagion financière. De plus, elle a étudié l'impact de la corruption sur les économies en développement, employant carrément ce terme à l'époque où l'on se contentait souvent d'un euphémisme — la «gouvernance». Elle a aussi apporté au Conseil des idées très claires sur la meilleure façon de publier les résultats. Pour cette institution résolument indépendante, qui compte en partie sur les médias pour diffuser ses conclusions et recommandations, il s'agit là d'un atout considérable.

## À propos de panels

Les premiers travaux de M<sup>me</sup> Weder di Mauro ont été caractérisés par une démarche globale, peu importe l'ampleur du projet.

Gregory Kisunko, Spécialiste principal du secteur public à la Banque mondiale, a collaboré avec elle en 1996–97 dans une enquête mondiale sur la perception des liens entre l'incertitude politique, l'investissement et la croissance. Il se souvient d'une empiriste dynamique et sereine devant des messages insignifiants du genre «données non disponibles».

«C'était le premier et le plus important effort de collecte de données brutes sur l'incertitude institutionnelle; elle n'a ménagé aucun effort pour maximiser la couverture des pays, se souvient M. Kisunko. La collecte de données était un exercice héroïque parce qu'elle nécessitait des efforts structurés dans plus de 70 pays.» Les collègues avaient été «captivés et stimulés par la fraîcheur et l'ampleur de ses idées. Nous avons tous des idées, mais elle était toujours en tête.»

Phénomène inhabituel, c'est la deuxième fois que M<sup>me</sup> Weder di Mauro occupe un tel poste dans une grande économie européenne. En 2002, elle a été nommée à la Kommission für Konjunkturfragen, le Conseil économique du gouvernement suisse, où elle a passé deux ans. Qu'est-ce qui l'a motivée au point de servir successivement deux conseils économiques nationaux? «Il est fort intéressant de faire un travail pertinent pour la prise de décision dans un pays tout en conservant une présence dans le milieu universitaire, ce qui n'est pas toujours facile, car souvent, ce qui est pertinent n'est pas intéressant pour la recherche et vice versa», déclare-t-elle.

Selon M<sup>me</sup> Weder di Mauro, le Conseil économique allemand brille par son indépendance (voir encadré 1). Ses membres sont nommés par le gouvernement, mais leur mandat de cinq ans ne coïncide pas avec le cycle électoral de quatre ans. L'influence du Conseil s'exerce par deux voies principales. D'abord, la voie publique — c'est l'une des institutions citées par les médias quand survient un événement d'ordre économique. Ensuite, l'accès direct aux autorités. À la question de savoir si elle a l'impression que les recommandations du Conseil sont appliquées immédiatement, M<sup>me</sup> Weder di Mauro répond : «Je ne pense pas que ce soit le seul moyen de mesurer l'influence du Conseil. Très souvent, l'essentiel réside dans l'impact à long terme que nous pouvons avoir dans une certaine direction.»

Cependant, l'idée selon laquelle l'influence du Conseil est limitée circule depuis longtemps dans les milieux économiques. En 1979, Charles Roberts écrit dans le *Cambridge Journal of Economics* — cela est encore d'actualité — que, les rapports du Conseil n'étant publiés qu'en allemand, ils sont peu connus et peu étudiés hors des pays germanophones. M<sup>me</sup> Weder di Mauro estime pour sa part que, même si des résumés sont publiés en anglais, ces rapports sont d'abord destinés au gouvernement et au peuple allemands.

### Adversaires, egos et colères

En 2005, le lien étroit entre le Conseil et la presse est devenu trop évident, les médias allemands reprenant allègrement des anecdotes colorées sur les egos fragiles et les accès de colère des membres de l'auguste assemblée. Les membres du Conseil se sont attaqués mutuellement via des articles et des interviews, donnant l'impression qu'ils étaient incapables de travailler ensemble. *The Economist*

en a conclu que la classe économique allemande s'effondrait et a recommandé que les experts à mandat fixe soient remplacés par de nouveaux conseillers économiques à l'avènement d'un nouveau gouvernement. Ainsi, les conseillers auraient davantage intérêt à ce que leurs recommandations soient appliquées. En définitive, une crise potentielle de relations publiques a été évitée et l'image du Conseil semble y avoir survécu.

«Le Conseil jouit d'une excellente réputation en Allemagne», signale M<sup>me</sup> Weder di Mauro. «D'aucuns se demandent si les politiciens nous écoutent. Eh bien, ils ne peuvent pas vraiment nous ignorer, et nous embarrassons souvent le gouvernement en le critiquant; dans ce sens, le Conseil est unique en son genre. Quel gouvernement souhaiterait établir un tel organisme?»

En effet. Surtout pas un gouvernement qui a affiché, en 2002–06, des déficits budgétaires supérieurs au plafond fixé par l'Union européenne. Ce dérapage résultait d'un malaise économique rampant, caractérisé par une croissance anémique et un chômage galopant, ce qui a valu au pays le titre peu enviable de «malade de l'Europe». Le non-respect des règles budgétaires de l'UE par l'Allemagne a été d'autant plus humiliant pour les traditionnalistes que ces règles étaient fondées sur le penchant du pays pour la rectitude budgétaire — définie dans le célèbre Pacte de 1967 sur la stabilité et la croissance. Énoncés dans le Traité de Maastricht, les éléments clés des règles budgétaires de l'UE ont été assouplis en 2005.

Selon M<sup>me</sup> Weder di Mauro, «les règles en vigueur en Allemagne sont truffées d'échappatoires régulièrement exploitées

#### Encadré 1

#### Des avis éclairés... sur commande

Établi en 1963, le Sachverständigenrat est chargé «d'évaluer périodiquement l'évolution économique globale de la République fédérale d'Allemagne et d'aider les décideurs à tous les niveaux ainsi que le grand public à obtenir des avis éclairés en matière économique.»

En vertu de la loi qui l'établit, le Conseil est tenu de produire un rapport annuel décrivant «la situation économique actuelle et son évolution prévisible. Il étudie les moyens d'assurer simultanément, dans le cadre d'une économie de marché, la stabilité des prix, un taux d'emploi élevé et un équilibre du commerce extérieur et des paiements, ainsi qu'une croissance économique stable et suffisante. Les travaux du Conseil portent également sur la formation et la distribution du revenu et de la propriété.»

Dans son dernier rapport annuel publié en novembre 2007 et intitulé «Il ne faut pas dilapider les gains», le Conseil reconnaît que les décideurs ont contribué à la relance économique de l'Allemagne notamment à travers des réformes profondes concernant la fiscalité, le marché du travail et la sécurité sociale.

Le rapport signale en outre que l'évolution positive de l'économie offre aux décideurs une latitude accrue. «Pour l'heure, il est essentiel de saisir les nombreuses possibilités d'action économique... Autant il est gratifiant que les décideurs disposent d'une plus grande marge de manœuvre financière, autant il est frustrant qu'une panoplie de mesures envisagées ou adoptées récemment ne participe d'aucune stratégie économique tangible mais ressemble plutôt à une manœuvre électorale.»

par les politiciens». Le Conseil a produit l'an dernier un rapport «suggérant une révision complète du cadre constitutionnel pour limiter l'ampleur de la dette publique en Allemagne.» L'incapacité de l'Allemagne à ramener les déficits en-deçà des normes de Maastricht tient à un recul général de l'importance et de l'application de la discipline budgétaire. «Mais actuellement, l'Allemagne a l'occasion de restructurer ses finances publiques à la faveur de l'examen, par une commission fédérale, des règles de discipline budgétaire applicables à la fédération et aux länder (États fédérés).

### Un label suisse

Dans son rapport, le Conseil fait des propositions draconiennes en vue d'appliquer la norme initiale de Maastricht plafonnant les déficits budgétaires nationaux à moins de 3 % du PIB et exigeant que les fluctuations éventuelles correspondent au cycle économique. En outre, comme pour démontrer l'utilité d'une contribution extérieure à ses délibérations, il introduit une innovation clé en intégrant un élément budgétaire déployé pour la première fois en Suisse.

«Notre proposition comporte un élément que nous avons importé de la Suisse et qui est plus rigoureux que les règles de Maastricht, explique M<sup>me</sup> Weder di Mauro : un compte budgétaire spécial de correction d'erreurs qu'il faut équilibrer séparément. Si le déficit s'avère plus important que prévu, on le débite de ce compte. Un excédent imprévu devrait également être crédité à ce compte, que la Suisse a établi en 2003.» Ce mécanisme installe une «mémoire» dans le système. «À ma connaissance, aucune règle budgétaire n'a de mémoire. De plus, on dit toujours que si l'on a surestimé les recettes par le passé et enregistré un déficit plus élevé que prévu, on n'est pas tenu de corriger d'abord ce problème — même Maastricht ne le fait pas. Dans un sens, ces règles favorisent la procrastination», déclare M<sup>me</sup> Weder di Mauro. «Mais, avec un compte de correction d'erreurs, on ne peut se contenter de repartir à zéro. Il faut réparer les dégâts antérieurs. La présence d'une mémoire dans le système incite à estimer prudemment les recettes et à maîtriser strictement les dépenses.»

Dans quelle mesure les traditionalistes allemands sont-ils réceptifs à des principes de discipline accrue venant d'un autre pays? De surcroît, parmi les cinq sages, pourrait-on en quelque sorte considérer M<sup>me</sup> Weder di Mauro — qui est née en Suisse et parle sept langues — comme un agent étranger prônant des solutions étrangères à des problèmes nationaux? «Ma nationalité suisse ou italienne n'a jamais posé de problème», tranche-t-elle.

Bien que l'orientation professionnelle de M<sup>me</sup> Weder di Mauro soit résolument européenne et de plus en plus financière ces derniers temps, son éducation l'a bien préparée à la macroéconomie de la croissance et du développement. Elle a grandi au Guatemala, où son père travaillait dans une multinationale suisse. Pendant neuf ans, elle a fréquenté l'école allemande de Guatemala City, la vie quotidienne laissant des traces qui guideront ses travaux futurs. Par exemple, sa vie en Amérique latine explique son intérêt ultérieur pour le rôle des institutions dans la promotion de la croissance économique.

«Mon intérêt pour les institutions et les différences institutionnelles découle largement de mon expérience guatémaltèque et a été renforcé par une étude réalisée avec l'Instituto de

Libertad y Democracia d'Hernando de Soto (Pérou) [présenté dans *F&D* en décembre 2003]», signale-t-elle. «Cette étude portant sur les obstacles à l'activité des PME en Amérique latine a constaté que, dans bien des pays, l'application des règles n'est souvent pas crédible, ce qui limite la création d'entreprises, les échanges, et surtout le crédit, d'où l'essor du financement informel.»

### Le rôle des banques

De retour en Suisse, M<sup>me</sup> Weder di Mauro a terminé ses études à l'université de Bâle, officiant également comme assistante de recherche et d'enseignement. «Auparavant, je m'intéressais essentiellement à deux choses : premièrement, comment mettre les institutions au service de la croissance; et deuxièmement, comment éviter la contagion financière et associer les banques à cet effort. Maintenant, un troisième élément vient s'y greffer : quand j'ai été nommée au Conseil allemand, j'ai recentré mes recherches sur des questions plus proches de l'Allemagne pour bénéficier des synergies.» M<sup>me</sup> Weder di Mauro s'intéresse désormais à l'impact des variations du taux de change réel sur l'emploi dans un marché du travail rigide et au rôle des banques publiques dans la réaffectation du capital.

C'est le deuxième centre d'intérêt qui l'a amenée à accepter son premier emploi salarié au FMI à Washington, en 1994. Elle a alors pris un congé pour contribuer à la préparation du

#### Encadré 2

### Un autre vecteur de contagion

Dans un article sans précédent publié en 2000 dans le *Journal of International Economics*, Béatrice Weder di Mauro et Caroline Van Rijckeghem ont identifié un vecteur indirect de la contagion entre des pays exposés aux mêmes banques. Elles ont démontré que les répercussions via le crédit bancaire — par opposition aux liens commerciaux et aux caractéristiques des pays — pourraient contribuer à expliquer la contagion.

Si les banques partagent les mêmes modèles de risques, une crise survenue dans un pays peut se propager dans un autre par la fermeture simultanée des lignes de crédit bancaires. Les conclusions de M<sup>me</sup> Weder di Mauro tendent à confirmer celles des critiques du nouveau cadre de fonds propres pour les banques, dont l'application graduelle est en cours dans une centaine de pays.

Le nouveau cadre — appelé Bâle II parce qu'il fait suite à Bâle I, établi en 1988 par la Banque des règlements internationaux à Bâle (Suisse) — est largement adopté par les organismes de contrôle bancaire. Il fixe une norme mondiale de fonds propres que les banques doivent détenir pour parer à des risques éventuels dans leur financement et leurs opérations.

Les critiques estiment que Bâle II est procyclique — trop laxiste sur le niveau de fonds propres en période d'essor et trop strict en période de crise, exacerbant ainsi les cycles d'expansion et de contraction. Selon eux, Bâle II pourrait inciter les banques à accéder aux marchés et en sortir massivement, ce qui pourrait à la longue poser un risque systémique (voir *F&D*, juin 2008).

*Rapport* [de la Banque mondiale] *sur le développement dans le monde* en 1997. «L'innovation résidait dans une enquête consistant à observer les entreprises et à demander leur opinion sur les obstacles à l'activité économique», se souvient-elle. Cette méthode d'enquête (appliquée avec Aymo Brunetti et Gregory Kisunko) est désormais classique dans la recherche, et des techniques beaucoup plus perfectionnées ont été conçues pour intégrer les questions institutionnelles.

### «Une question très simple»

Après avoir porté sur les institutions et la gouvernance, les travaux de M<sup>me</sup> Weder di Mauro à Washington ont abouti à une question beaucoup plus épineuse et sensible : la corruption. Dans une étude cosignée avec Alberto Alesina (Harvard), elle a demandé sans ambages : «Faut-il accorder moins d'aide extérieure aux gouvernements corrompus?»

«Nous avons posé une question très simple : est-il prouvé que par le passé, la distribution de l'aide tenait compte des différences de corruption entre les pays?» Et la réponse à l'époque a été négative. Depuis, on reconnaît généralement que la corruption est un obstacle à la croissance et que, par conséquent, les organismes de développement doivent s'y intéresser beaucoup plus.»

Selon M. Alesina, cette étude caractérise la démarche de M<sup>me</sup> Weder di Mauro en matière de recherche. L'un de ses atouts tient à sa créativité dans l'examen de questions à la fois importantes, pertinentes et peu ésotériques, mais sous un angle assez novateur. Il s'agissait d'une question résiduelle qu'il fallait examiner pour savoir si l'aide extérieure atteignait ses objectifs ou était gaspillée.» M. Alesina estime que M<sup>me</sup> Weder di Mauro a les aptitudes idoines pour le Conseil allemand : «elle aborde directement les problèmes.»

En étudiant la gouvernance, M<sup>me</sup> Weder di Mauro a passé deux ans à l'Université des Nations unies (Tokyo). Son séjour au Japon en 1997–98 a coïncidé avec la crise financière asiatique et lui a ouvert un nouveau centre d'intérêt : le rôle des banques dans la contagion financière. Heureusement, ses travaux antérieurs sur la gouvernance et les flux d'aide l'avaient rendue naturellement sceptique face aux idées reçues.

Apparemment, lorsque survient une grave crise financière, les questions suivantes reviennent fréquemment : «Comment cela a-t-il pu se produire? Comment se fait-il que (insérez ici votre cible) n'ait pas vu venir?» M<sup>me</sup> Weder di Mauro se souvient que ces questions ont défrayé la chronique à Tokyo en 1998 et sont reprises en écho aujourd'hui au sujet de la crise du crédit hypothécaire aux États-Unis.

À Tokyo, il y a 10 ans, «on imputait en partie la contagion au commerce et à l'impact sur les marchés tiers — et pas seulement au commerce direct. Cela ne me semblait pas logique. Nous avons donc commencé à chercher les voies par lesquelles le financement peut contribuer à la contagion. À l'époque, les banques étaient les principales sources de crédit dans bien des pays touchés par la crise et, d'après les données empiriques, favorisaient peut-être la contagion en réagissant aux pertes enregistrées dans un pays par la contraction du crédit dans un autre.»

Selon M<sup>me</sup> Weder di Mauro, il faudra suivre de près les nouvelles normes de fonds propres appliquées aux banques (voir encadré 2). «Si Bâle II comporte des systèmes de gestion des risques qui réagissent aux prix et à la solvabilité et qui

évoluent de manière cyclique, il pourrait en principe accroître la sensibilité aux mouvements conjoncturels. Mais je pense que la question cruciale est empirique et consiste à savoir si la réglementation du capital est exécutoire ou si le capital économique des banques est la contrainte exécutoire. Si la norme de fonds propres est effectivement obligatoire, quelle est l'ampleur de son incidence sur le crédit?»

Après avoir travaillé au Japon, M<sup>me</sup> Weder di Mauro a obtenu son poste actuel de professeur de macroéconomie internationale à l'université de Mayence (Allemagne). Elle a participé en 2007 à un exercice simulant l'impact de Bâle II sur les prêts des banques allemandes aux marchés émergents et constaté que l'effet serait minime, car les banques semblent déjà distribuer le crédit en fonction du capital économique.

### Enrichissement mutuel

M<sup>me</sup> Weder di Mauro a d'abord été nommée au Conseil économique pour terminer le mandat d'Axel Weber, lui-même promu à la tête de la Bundesbank. Sereine malgré la charge de travail ou la publicité, elle a obtenu l'an dernier son propre mandat de cinq ans. Les projecteurs ne l'ont jamais incommodée, car elle sait comment travaillent les journalistes. À l'université de Bâle, de concert avec des collègues, elle dispensait à des journalistes des cours d'introduction à l'économie. C'était un enrichissement mutuel : les reporters s'initiaient à l'inflation, la désinflation, la déflation et la stagflation, tandis que M<sup>me</sup> Weder di Mauro et ses collègues assimilaient les titres, les heures de tombée, les légendes, les épreuves, et la manière d'expliquer des notions économiques complexes au grand public.

Concevoir un cours d'économie pour des journalistes signifie-t-il que ceux-ci ont des lacunes dans la «funeste science»? «Je ne me limite pas aux journalistes. Tout le monde a besoin d'une base en économie, et il incombe en partie à un organisme comme le Conseil de l'assurer. Si les gens ne nous écoutent pas, c'est notre faute, pas la leur.», conclut-elle. ■

*Simon Willson est rédacteur principal de Finances & Développement.*

---

#### Bibliographie :

Roberts, Charles C., 1979, "Economic Theory and Policy Making in West Germany: The Role of the Council of Economic Experts," Cambridge Journal of Economics, Vol. 3, p. 83–89.

Weder di Mauro, Beatrice, and Alberto Alesina, 2002, "Do Corrupt Governments Receive Less Foreign Aid?" American Economic Review, Vol. 92, p. 1126–37.

Weder di Mauro, Beatrice, Aymo Brunetti, and Gregory Kisunko, 1998, "Credibility of Rules and Economic Growth: Evidence from a Worldwide Survey of the Private Sector," World Bank Economic Review, Vol. 12, p. 353–84.

Weder di Mauro, Beatrice, Thilo Liebig, Daniel Porath, and Michael Wedow, 2007, "Effects of Basel II on German Bank Lending to Emerging Markets," Journal of Banking and Finance, Vol. 31, p. 401–18.

Weder di Mauro, Beatrice, and Caroline Van Rijckeghem, 2001, "Sources of Contagion: Is It Finance or Trade?" Journal of International Economics, Vol. 54, p. 293–308.

———, 2003, "Spillovers through Banking Centers: A Panel Data Analysis," Journal of International Money and Finance, Vol. 22, p. 483–509.